

# Les sources de financement légal et illégal des groupes terroristes d'aujourd'hui

## *Fuentes de financiamiento legales e ilegales de grupos terroristas hoy*

Recepción : 17/09/2010

Aceptación : 08/02/2011

Gema Sánchez Medero

Professeur associé par intérim du Département. Science Politique et d'Administration II. Faculté de Science Politique et Sociologie. Université Complutense de Madrid

### Résumé

Dans cet article on analysera comment sont financés dans le monde actuel les groupes terroristes, comment font-ils pour transférer cet argent et quelles sont les mesures qu'on a adopté pour prévoir et bloquer ces sources de financement légal et illégal. Peut-être, ce point est l'un de moins étudiés par les spécialistes en la matière, mais il s'avère d'importance vitale, puis que les organisations terroristes, comme les autres organisations, ont besoin d'une série de ressources pour être maintenues et pour développer leurs activités; il s'ensuit qu'il est fondamental de connaître comme on finance ces groupes pour pouvoir les combattre et leur mettre limite.

**Mots clef:** terrorisme, groupes terroristes, transferts de fonds et sources de financement.

### Resumen

En el artículo se analizan como se financian en el mundo actual los grupos terroristas, como logran transferir ese dinero y que medidas se han adoptado para prevenir y bloquear estas fuentes de financiación legales e ilegales. Tal vez, este punto sea uno de los menos estudiados por los especialistas en la materia, pero resulta de vital importancia, porque las organizaciones terroristas, como las demás organizaciones, necesitan de una serie de recursos para mantenerse y desarrollar sus actividades, de ahí que sea fundamental conocer como se financian estos grupos para poder combatirles y ponerles coto.

**Palabras clave:** terrorismo, grupos terroristas, transferencias de fondos y fuentes de financiación..

## 1. Introduction.

Les organisations terroristes, comme les autres organisations, ont besoin d'une série de ressources pour être maintenues et développer leurs activités (De la Corte, 2006). Non seulement il s'agit déjà d'obtenir des personnes, armes ou technologies pour la cause mais il faut chercher des sources de financement qui leurs fournissent de l'argent; le terrorisme a toujours été une affaire coûteuse, même si certains refusent de l'admettre<sup>1</sup>, et il s'ensuit qu'une infrastructure financière effective est essentielle pour les opérations terroristes (Giménez-Salinas, 2007: 196). Il doit être remarqué tout de même que pour les sources de financement et à l'origine de l'économie des groupes terroristes, la Guerre Froide a supposé clairement un avant et un après. Avant 1945, leur financement provenait fondamentalement de sources publiques, spécialement de gouvernements qui apportaient un appui économique et logistique à ces groupes. Le terrorisme parainé par l'État s'est ainsi transformé en élément caractéristique de la Guerre Froide. Les organisations armées sont devenues économiquement dépendantes de leurs riches protecteurs, étatiques et privés. Les Etats-Unis<sup>2</sup> et l'Union Soviétique<sup>3</sup> se sont convertis pendant cette étape en grand appui pour les groupes terroristes, pour que ceux-ci au nom des premiers libèrent des guerres dans la périphérie de leurs propres sphères d'influence. Mais ces deux États n'ont pas été les seuls à se servir de telle pratique; la France l'a aussi fait quand en 1949 elle a instruit et financé les Maquis en Indonésie, un groupe paramilitaire armé dont l'objectif consistait à empêcher l'expansion soviétique à travers des colonies françaises (Harclerode, 2001: 81).

Postérieurement, pendant la Guerre Froide, cet appui ou financement public a diminué, bien qu'il existe encore des groupes et des organisations qui profitent directement ou indirectement d'un appui économique de caractère public. Comme il arrive avec le Hamás, le Hezbollah, le Hizbl Mujahideen, l'IMU, le Yihad Islamique, le Jaish-e-Mohamed et le Sipah-e-Shiiba (Passas, 2007), ou même en Espagne, l'ETA, qui a profité du financement autonome pour financer indirectement les activités de son environnement (Buesa, 2006: 10). Cependant, cette régression dans l'appui financier de caractère public n'est pas parvenue à diminuer les activités de ces groupes ou leur capacité d'agir. Bien au contraire, il s'est produit une substitution progressive de cet appui étatique par des sources alternatives de financement, quelques unes à caractère légal et d'autres à caractère illégal (Giménez-Salinas, 2007: 197), ceci ayant requis l'acquisition d'une astuce patronale en même temps que des connaissances militaires.

Ainsi, durant les années quatre-vingt-dix, le dérèglement progressif des marchés économiques et financiers, la volonté qui commençaient à présenter ces groupes pour obtenir l'indépendance financière de ses protecteurs, avec le coût croissant des activités terroristes, ont fait que les organisations terroristes cherchent de nouvelles formules pour obtenir l'autosuffisance, ce qui a indubitablement promu la globalisation du terrorisme. De cette façon, au fur et à mesure que tombaient les barrières économiques et financières, les groupes armés établissaient davantage des liens économiques entre eux et devenaient transnationaux, en même temps que ceux-ci acquéraient la capacité pour rassembler de l'argent dans d'autres pays et pour opérer dans plusieurs territoires (Giménez-Salinas, 2007: 197). Bien que la recherche de ces nouvelles sources de financement ait aussi influencé évidemment d'autres facteurs comme: les ressources dont ces groupes avaient besoin pour survivre et se développer, la manière dont ses membres s'incorporaient, la taille de l'organisation et sa forme, la durée que celle-ci aurait dans le temps,

1. Vers le milieu des années soixante-dix, les Brigades Rouges, le groupe terroriste italien de nature marxiste, présentait une facturation annuelle parmi 8 et 10 millions de dollars, ce qui équivalait plus ou moins la même facturation d'une compagnie commerciale d'une taille moyenne ou grande qui puisse opérer dans la zone industrialisée du nord de l'Italie (Sterling, 1981).

2. En 1984, au milieu d'une opposition généralisée à la participation des États Unis dans le conflit nicaraguayen, l'Administration Reagan a réussi l'approbation du Congrès pour fournir un paquet financier d'aide d'une valeur de 24 millions de dollars, qui a été utilisée pour armer 2.000 guérillas des Contras, chiffre, d'autre part, qui a été augmenté chaque année jusqu'à ce que le scandale Iran-Contras sorte à la lumière. Pour compléter en outre ce chiffre, on a mis en marche différentes opérations cachées. Par exemple, Oliver North a établi un plan pour tromper des compagnies d'assurances et des banques américaines, qui a produit environ 1.000 millions de dollars annuels pour les Contras. Dans d'autres projets illégaux, les armes américaines acquises par la CIA ont été vendus à l'Iran, par le biais d'hommes d'affaires israéliens et saoudiens, ceux-ci ayant perçu des belles commissions pour agir d'intermédiaires (Giménez-Salinas, 2007: 196). Les paiements iraniens ont été ensuite distribués à des comptes suisses numérotés et contrôlés par les chefs des contras (Martín, (2001).

3. L'Union Soviétique n'a financé jamais les groupes marxistes de manière directe, mais il leur offert à la place de l'instruction gratuite, des armes et des communes. Par exemple, des groupes comme les Brigades Rouges ("Baader Meinhof") devaient chercher ses propres ressources (Cooley, 2000).

etc (Giménez-Salinas, 2007: 196)<sup>4</sup>. Pour tout cela, les groupes terroristes actuels ont perçu la nécessité d'établir une ingénierie financière de dernière génération pour pouvoir maintenir et développer ses activités. Cette ingénierie a été construite sur la base d'un personnel qualifié, payé avec des émoluments très élevés; la création, l'amélioration et la consolidation d'entreprises clandestines; l'emploi des meilleurs bureaux professionnels, qui ne savent pas qu'ils sont à salaire d'organisations criminelles; l'accès à la dernière et plus avancée technologie; l'utilisation ou la fondation d'ONGs couvercles, comme il s'est produit surtout dans le financement de l'islamisme international; l'augmentation de contributions privées, qui méconnaissent leur contribution à la cause terroriste; la prise ou la pénétration progressive en Occident, surtout à travers les mosquées, lieux authentiques d'expansion de l'islamisme radical; la commercialisation de produits obtenus à travers la piraterie informatique; etc (Aristegui et San Román, 2002).

Ainsi, dans le but de cet article est d'en savoir plus sur le financement des groupes terroristes. Par conséquent, nous avons divisé notre exposé en quatre parties. La première est purement descriptive, où l'on prend le concept de terrorisme et un groupe terroriste. Dans le second, nous avons noté les éléments de financement légal et illégal des groupes terroristes. Dans la troisième, nous avons analysé les modes de transfert de financement des groupes terroristes. Et quatrième, nous nous référons à certaines des mesures prises pour bloquer le financement de groupes terroristes.

## 2. Le terrorisme et les groupes terroristes, la même réalité ?

Il n'y a pas de définition universellement acceptée du terrorisme international. Tant et si bien que même les pays se sont entendus sur cette question, au point qu'ils ont mis au point plusieurs listes spéciales qui sont des organisations terroristes internationales. La première de ces listes a été préparée par les États-Unis en 1997, qui met à jour tous les deux ans. En outre, ces listes sont multipliées après les attentats terroristes de Septembre 11, 2001.

Ainsi, l'un des premiers problèmes rencontrés par les différentes organisations internationales lors de la conception de coordination des politiques dans la lutte contre le terrorisme est la conception différente que chacun a sur le sens du terme. Par exemple, pour les Nations Unies plus de 12 conventions et protocoles internationaux contre le terrorisme et de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité face à ce phénomène, mais il n'y a toujours pas de définition communément admise de la notion. En revanche, l'Atlantique Nord (OTAN) le définit comme « utilisation ou la menace de l'utilisation illicite de la force ou la violence contre des personnes ou des biens dans une tentative de contraindre ou d'intimider les gouvernements ou les sociétés à atteindre leurs objectif politique, religieux ou idéologique. "L'Union européenne définit le terme « acte terroriste » comme « l'acte intentionnel, par sa nature ou son contexte, peut gravement nuire à un pays ou une organisation internationale établie comme un crime en vertu du droit international, commis dans le but de gravement intimider une population, de contraindre indûment un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire, ou gravement déstabiliser ou détruire les structures fondamentales politiques, constitutionnelles, économiques ou sociales d'un pays ou une organisation internationale ». En bref, nous concluons que le terrorisme est un phénomène complexe, l'analyse est opinions controversées et contradictoires sur la communauté internationale.

4. "L'une des nouvelles caractéristiques du terrorisme - et c'est pourquoi on l'appelle nouveau terrorisme - c'est son organisation. Jusqu'à présent, avec des excuses généralement idéologiques ou nationalistes, la structure de son organisation avait été essentiellement pyramidale et hiérarchisée; aujourd'hui, l'organisation des groupes terroristes est une organisation en réseau, beaucoup plus négligent dans sa discipline, dans laquelle il y a une direction idéologique, une direction que nous pourrions appeler spirituelle plus que strictement disciplinaire, pyramidal ou hiérarchisé. Pour cette raison, nous devons savoir que combattre ces cellules, qu'elles soient actives ou dormantes, c'est une tâche à chaque fois plus complexe qu'exige des spécialistes à chaque fois plus qualifiés" (Aristegui et San Román, 2002).

En tout cas on peut dire que le terrorisme est une méthode de la violence sociale est de surprendre et terrifier la population civile et donc menacer la légitimité des États à générer un effet multiplicateur dans la réalisation des objectifs socio-politiques. En outre, contrairement délinquance de droit commun, les terroristes ne cherchent pas des fins personnelles. Différent aussi dans le mode de vie des terroristes et des dirigeants d'organisations criminelles. Celui-ci a tendance à vouloir une vie de luxe et ostentatoire, tandis que les dirigeants des organisations terroristes ne sont généralement pas, il est rare de voir des terroristes vivant dans des hôtels cinq étoiles et de mener une vie de luxe comme leurs homologues simplement criminels. Cependant, parfois, ils utilisent des tactiques similaires, par exemple, dans les régimes totalitaires considérés comme des terroristes ceux qui luttent contre le système et ceux qui cherchent à renverser les régimes de liberté de ces combattants autodominants. Le terrorisme est aussi normal son confondre avec la guérilla. Ces dernières sont menées des actions de harcèlement et de sabotage contre les forces régulières et des points vitaux, et ne doit pas nécessairement être associé au terrorisme parce qu'il est plus une méthode classique de lutte asymétrique à inculquer une panique du système. En outre, la plupart des groupes terroristes sont rares, ce qui les rend pas toujours l'autorité suffisante pour mener une insurrection de l'ampleur de ce qui pourrait mener une guerre de guérilla, ce qui rend parfois l'utilisation ostensive de leurs armes et a confrontation ouverte avec les forces régulières. Mais nous devons aussi tenir compte du fait que la guérilla peut avoir le contrôle sur un territoire avec une certaine continuité dans le temps et l'espace, qui n'est généralement pas le cas avec un groupe terroriste. Un autre problème de définition du terrorisme est de savoir comment distinguer les groupes terroristes de groupes de libération nationale ou de la résistance, et qui est le terrorisme, ce que d'autres peut être une lutte pour la liberté. Qu'est-ce qu'ils ont en commun est que les deux sont des groupes violents à l'extérieur de la loi, mais ce serait en fait distinguer les résultats. Toutefois, selon la personne qui fait la qualité et comment qui justifie la violence, un groupe ou un individu peuvent être classés de deux manières simultanément. Par exemple, un kamikaze palestinien est un terroriste pour Israël et les États-Unis, alors qu'il est un combattant de la liberté pour son peuple dans les yeux de la plupart des pays arabes.

D'autre part, il faut mentionner qu'il existe quatre grands types de groupes terroristes reconnus. Ils sont classés comme des groupes terroristes dans la nature politique façonnée par ethniques, séparatistes ou nationalistes en recherche de publicité par la terreur sociale (ETA) à atteindre leurs objectifs politiques. Un deuxième type est appelé "les groupes dont les causes sont simples, qui ont une structure organisationnelle et des chaînes de commandement de la publicité très basique cherchons à atteindre par un seul acte terroriste. Leurs tactiques sont généralement improvisées et des stratégies peuvent être classées comme ad-hoc. Un troisième type est appelé "terrorisme d'État", qui servent habituellement à financer des actes terroristes en dehors de son territoire ou a des actions de répression violente contre certains de sa propre population, ou contre d'autres États confrontés à des luttes à travers un conflit latent. Enfin, le quatrième type le plus courant est le «terrorisme religieux», qui prévoit généralement des objectifs à long terme basées sur des interprétations de textes religieux radical.



5. Dans: [http://www.radiojai.com.ar/online/notiDetalle.asp?id\\_Noticia=6595](http://www.radiojai.com.ar/online/notiDetalle.asp?id_Noticia=6595)

6. Op. cit.

7. <http://buenosaires.mfa.gov.il/mfm/web/main/document.asp?DocumentID=41807&MissionID=1>

8. En 2002, il a transféré 6 millions de dollars, desquels entre 3 et 4 millions ont été utilisés en Judée, Samarie et Gaza. En même temps, la direction de l'Interpal s'est adressée secrètement à Arafat, en demandant de l'aide pour financer ses activités, puisqu'ils étaient très préoccupés par la possibilité de voir bloquées ses ressources. Les chefs de la Fondation ont demandé à Arafat et à l'Association palestinienne de rendre public son appui à leurs activités ; ils croyaient que de cette manière il serait plus difficile de nuire son organisation. Il n'est pas encore clair comme l'Association palestinienne a répondu à cette commande, mais malgré des déclarations contraires, aucun pas concret n'a été donné contre les opérations de Hamas. Voir: Hamas: Uso de las instituciones de caridad para apoyo y financiación del terrorismo. Dans: <http://buenosaires.mfa.gov.il/mfm/web/main/document.asp?DocumentID=41807&MissionID=1>

9. Cette Fondation opère principalement aux Pays-Bas et en Allemagne et maintient des délégations plus petites et des comptes bancaires au Danemark et en Belgique. La Fondation continue, cependant, à transférer, indirectement, des centaines de milliers de dollars à Judée, Samarie et Gaza. En août 2002, la Fondation a été interdite en Allemagne en produisant l'accroissement significatif de ses activités en Hollande, où elle a récolté 600.000 d'euros en 2002 et 650.000 dollars en 2001. Actuellement on prend des actions légales contre la Fondation. En avril-mai 2003 les pas préliminaires ont été suivis pour congeler approximativement 200.000

### 3. Sources de financement légales des groupes terroristes.

Les ressources licites ont fourni une source primordiale de recettes pour ces organisations. L'une des plus importantes sont les associations de charité bien établies chez les communautés islamiques locales, tant dans ses pays comme à l'étranger. Ces associations, comme toute ayant un caractère pareil, ont des objectifs sociaux comme la construction d'écoles, de mosquées, de centres culturels, la traduction de textes, etc. De plus, sûrement plusieurs bénéficiaires ne savent même pas qu'ils subventionnent indirectement des activités terroristes parce que dans le monde arabe, par exemple, il n'existe pas de séparation entre des fins terroristes, bénéfiques et culturels; c'est pourquoi une bonne partie de l'argent est d'origine privé, et vient surtout de Communautés musulmanes en Europe, et d'États comme l'Iran, le Pakistan, le Soudan ou l'Arabie Saoudite.

Par exemple, la Dawa de Hamas est, en effet, une infrastructure du mouvement qui inclut une variété d'organisations qui fournissent plusieurs services (bien-être social, éducation, santé, etc.) à la population palestinienne, de façon gratuite ou en échange de paiements symboliques<sup>5</sup>. Ces activités sont menées à bien par un réseau composé de dizaines d'institutions de charité et de comités, qui sont implantés tout au long de Judée, de Samarie et Gaza. Comme nous avons dit, ces organisations fournissent des services au public en général, mais accordent préférence aux plus proches au mouvement, qu'en échange de leurs faveurs reçoivent une plus grande assistance financière. Appart cela, ces institutions fournissent aussi des aliments et de l'assistance monétaire aux familles des décédés ou blessés en perpétrant des actes terroristes. Initialement ces familles reçoivent en général un apport unique parmi 500 à 5000 dollars, ainsi qu'une pension mensuelle d'à peu près 100 dollars, bien que normalement les parents des terroristes de Hamas reçoivent des quantités plus grandes<sup>6</sup>. Mais il ne finit pas là l'aide qu'ils leur fournissent; la "Dawa" en outre accorde à ces familles des bourses d'étude et des subventions éducatives; de l'assistance financière destinée à la reconstruction de maisons démolies, étant donné le lien de ses propriétaires avec le terrorisme; ils aident aux blessés palestiniens, etc<sup>7</sup>. Mais d'où proviennent les fonds pour ces organisations ? La plus part sont récoltés hors de Judée, Samarie et Gaza, venant d'institutions islamiques de charité de Hamas: "Le Congrès Mondial pour la Jeunesse Islamique", "L'Organisation Mondiale Islamique de l'Arabie Saoudite", "L'Interpal"<sup>8</sup> - établie à Londres (qui a transféré 6 millions de dollars en 2002)-, et la fondation récemment créée à caractère illégal "Fondation Al-Aqsa"<sup>9</sup>, en Allemagne<sup>10</sup>.

D'autres organisations ont rassemblé des dons sur le web; par exemple, l'IRA contenait une page dans laquelle les visiteurs pouvaient faire des donations avec leurs cartes de crédit. Hamas a obtenu de l'argent à travers le web d'une organisation bénéfique avec siège au Texas, la Fondation Terre Sainte pour l'Aide et le Développement. Les terroristes tchéchènes ont divulgué par le réseau le nombre de comptes bancaires dans lesquels ses sympathisants pouvaient faire leurs contributions. L'organisation sunnite Hizo Al-Tahir envoie fréquemment des commandes de contributions économiques à ses sympathisants qui sont identifiés grâce aux visites que ceux-ci effectuent à certains emplacements web. S'il vous plaît noter que les dons privés sont une obligation de la communauté musulmane. Zakat, qui est le nom donné à ces dons, habituellement de 2,5 pour cent du revenu de tous les musulmans et les donateurs doivent être conscients du sort de leur argent. Ces subventions sont utilisées par des groupes terroristes pour collecter des fonds au niveau local, parmi les voisins les plus proches ou les commer-

cants. En plus de la zakat dons, qui sont obligatoires, il ya aussi des dons volontaires infaq shadaqah et parfois elles sont faites de béton. Cependant, cette façon d'obtenir des fonds montre des vulnérabilités sérieuses pour les organisations terroristes, étant donné la facilité relative avec laquelle les agences de sécurité peuvent poursuivre ces transactions (Sánchez Medero, 2008). En tout cas, ce sont les affaires juridiques par lesquels certains ou la totalité de l'argent qui est généré, est engagé dans des activités illégales. C'est une méthode dont la source d'argent est légale et où l'argent est illégal, par conséquent, est plus adéquate dans le blanchiment d'argent.

Outre les institutions bénéfiques il existe d'autres activités légitimes qui peuvent être utilisées pour ce type de financement. Par exemple, "le réseau Al-Qaida a créé des industries agricoles dont les profits ont été utilisés pour payer leurs activités terroristes, mais non seulement ils ont établi des affaires d'agriculture mais ils ont aussi investi dans beaucoup d'autres secteurs, comme des dépôts d'huîtres et de crevettes au Kenya; des extensions de bois en Turquie pour sa coupe et vente postérieure; des entreprises constructrices, etc" (Shelly, 2005). En Espagne, la bande terroriste ETA a articulé tout un cadre marchand par le biais de diverses sociétés occupées dans des secteurs très divers, comme l'édition de publications périodiques et de livres –support à la fois pour des tâches de publicité-, la distribution en gros de produits de consommation, la consultation et la gestion, les assurances, l'enseignement ou les services touristiques (Buesa Blanco, 2007). Doivent être ajoutées les Herriko Tavernes, dépendantes de Batasuna et gérées de façon centralisée, qui sont formellement liées à des organismes associatifs à caractère culturel (Buesa Blanco, 2007). Dans les activités patronales, les groupes terroristes se sont aussi servis d'agences de voyage pour se financer, vu sa facilité pour surfacturer les billets. Par exemple, on peut offrir une remise pour l'achat d'un passage qui reflète un multiple de la quantité payée par le client, c'est-à-dire, un billet de centaines de dollars peut être offert à un coût de mil en justifiant ainsi le mouvement de milliers de dollars à travers l'affaire (Buesa Blanco, 2007: 4). La cellule d'Al-Qaida est arrivée encore plus loin en employant des faux billets d'avion pour financer ses activités. Un autre des secteurs d'investissement plus utilisés par ces réseaux est le secteur immobilier, bien que les affaires qu'ils effectuent ne soient pas toujours trop prospères (Naylor, 2005). En définitive, ces entreprises couvercles sont chargées de masquer l'origine de l'argent qui vient, soit directement des terroristes militants, soit de toute source illégale (Giménez-Salinas, 2007: 199).

Mais aussi les groupes terroristes peuvent se servir des attentats qu'ils effectuent pour être financés. Les terroristes peuvent se profiter de l'information privilégiée pour financer non déjà leurs attentats, mais pour en dériver de nombreux bénéfices économiques, qui peuvent être employés pour le maintien de l'infrastructure de l'organisation. Ainsi, Loretta Napoleoni dans son livre sur le financement du jihad assure que les partenaires de Ben Laden ont su employer "des instruments perfectionnés pour la manipulation d'informations réservées dans le but de spéculer sur le marché boursier à la veille [du 11] de septembre" (Napoleoni, 2004 : 279), hypothèse posée à nouveau après les attaques terroristes du 7 Juillet. En ce qui concerne ces derniers il a été écrit: "Avec les attentats de Londres, en coïncidant avec des forts mouvements sur le marché de l'or -le marché refuge par excellence quand il y a des avis-, on a posé à nouveau cette même affaire. Est-ce que le célèbre terroriste [Ben Laden] était derrière les achats massifs d'or?" (Cardero, 2005). En ce sens, comme indique Romera Robles, l'Organisation Internationale de

euros. De toute façon, en août 2003 cet argent est retourné à la Fondation, la Cour n'ayant pas été convaincue de ce que l'argent était utilisé pour des activités terroristes. Voir: Hamas: Uso de las instituciones de caridad para apoyo y financiación del terrorismo. Dans: <http://buenosaires.mfa.gov.il/mfm/web/main/document.asp?DocumentID=41807&MissionID=1>

10. Dans: <http://buenosaires.mfa.gov.il/mfm/web/main/Print.asp?DocumentID=41807>

Commissions de Valeurs (IOSCO) célébra une réunion le 15 octobre 2001 pour présenter les premiers résultats des “rapports d’étape” élaborés par ses membres. Il a été conclu que les profits dérivés de manoeuvres financières enregistrées dans les jours préalables au 11-S se sont élevés à plusieurs centaines de millions de dollars, dans ce qui constituait “la plus importante infraction par utilisation illicite d’informations privilégiées jamais commise” (Romera Robles, 2004). En définitive, des forts indices indiquaient que le cadre financier d’Al-Qaida avait recouru à des dérivés financiers (opérations hypothétiques de somme zéro qui se font effectifs par la différence entre le prix de marché du sous-jacent et le prix marqué) comme instrument pour obtenir d’importants bénéfices de la réaction négative des Bourses devant les attaques contre les Tours Jumelles et le Pentagone. Cependant, il convient d’indiquer comme l’affirme aussi Loretta Napoleoni que le 11 Mars a donné lieu à la spéculation autour de l’information privilégiée; concrètement, par rapport à l’euro (Buesa y otros, 2007). Si on analyse l’évolution du changement de la monnaie européenne face au dollar on constatera qu’à la veille l’euro céda des positions face au dollar. Ainsi, à 9 heures l’euro fixait son échange à 1.2195 unités ; à midi, vers 14 h 30, l’échange se fixait à 1.2263 unités, restant finalement fixé à 1.2256, ce qui équivalait à un léger profit (Buesa y otros, 2007). Par contre, au jour suivant l’euro descendait de position: au parcours de la session l’échange se fixait à 1.2183 dollars, ce pourquoi il céda tout le terrain gagné au dollar la journée précédente; à la fermeture de la journée la Banque Centrale Européenne fixa le changement officiel de l’euro à 1.2235 dollars (Buesa y otros, 2007). Encore ainsi, il ne semble pas que les données pour le cas du 11 Mars puissent approuver l’hypothèse posée par Napoleoni.

D’autre part, il peut être dit que les bases financières du terrorisme arabe proviennent des ventes de pétrole des membres de l’affiche de l’OPEP. Dans le cas d’Iraq et de la Libye, la connexion est directe: les profits pétroliers sont destinés à des organisations terroristes (Reisman, 2001). C’est pareil pour d’autres cas comme l’Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis; par exemple, la fortune hérité par Osama Bin Laden provient de l’entreprise de construction de sa famille, la plus grande en Arabie Saoudite, mais les activités de leur groupe terroriste ont aussi reçu des donations d’autres familles ayant un lien avec le monde pétrolier. Ainsi, la solution pour éliminer cette voie de financement serait de découper la consommation de pétrole, mais rien ne semble moins probable dans un monde tellement dépendant de “l’or noir”, bien que des restrictions à l’extraction de charbon, la production de gaz naturel et l’énergie nucléaire pourraient être essayées.

#### 4. Sources de financement illégales des groupes terroristes.

L’extorsion, le kidnapping, le trafic de drogues, la contrebande, la fraude, le vol, l’utilisation de diamants, etc., sont considérés comme les principales sources de financement illégales. Par conséquent, il existe une grande variété d’activités qui contribuent au maintien économique du terrorisme. Les drogues constituent une importante partie de l’infrastructure économique des réseaux terroristes. L’argent provenant de la drogue est devenu la source principale de recette pour beaucoup de ces groupes. Par exemple, les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (FARC) obtiennent quelques 300 millions de dollars par an de la vente de ce type de substances; de même que le groupe Sentier Lumineux du Pérou, qui dépend à présent plus que jamais de l’argent provenant du trafic de drogues; également les rebelles maoïstes en Inde, ou les talibans en Afgha-

nistan (Minolli, 2000 : 17). En plus sa production n'est pas chère, et la culture de la marijuana, l'opium et la coca n'est pas difficile à obtenir, ce pourquoi leur production donne des beaux profits à tous ceux qui traitent avec elles. En même temps, le trafic de drogues leur fournit des contacts pour obtenir pratiquement toute autre nécessité logistique comme des armes, explosifs, véhicules, systèmes informatiques, crackers, etc. Des spéculations indiquent aussi que les narcotrafiquants financent quelques groupes terroristes. Ainsi, par exemple, selon les rapports que la police espagnole remet au Gouvernement, on peut affirmer que les bandes de narcotrafiquants qui opèrent à Ceuta et Melilla et introduisent en Europe des centaines de tonnes de haschisch peuvent dériver des parties de leurs bénéfices au financement du terrorisme islamiste<sup>11</sup>.

La contrebande d'armes est une autre source de financement de ces groupes terroristes. Le marché d'armes est manié par quelques-uns; au moins le 80% des transferts d'armes conventionnelles sont à charge de pays membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies (USA, la Grande-Bretagne, la Russie, la Chine et la France) (Rueda y Román, 2007). Pour les armes le marché mondial est trop large et pratiquement chaque pays producteur nourrit un conflit, bien qu'aussi le trafic noir vende également les stocks d'armes et d'ogives soviétiques suite à l'ouverture des réserves des Ex Républiques soviétiques aux commerçants et terroristes. En plus, de nos jours plus de soixante-dix nations, plusieurs appartenant au Tiers Monde, sont liées à la manufacture et l'exportation d'armes conventionnelles parce qu'elles voient dans cette affaire un chemin facile pour la production de devises (Rueda y Román, 2007). Ainsi, grâce à l'excédent d'armement existant et l'absence de scrupules qui montrent quelques pays au moment de vendre leurs produits, les terroristes ont pénétré avec force sur le marché d'armes. On a de même utilisé le trafic d'êtres humains pour financer le terrorisme, devenant la troisième activité illicite la plus importante du monde après le trafic de drogues<sup>12</sup>.

La contrebande de personnes est utilisée non seulement pour le transport de terroristes ou l'obtention de fausse documentation mais aussi pour financer ses activités (Shelly, 2005), comme a été le cas du GIA, KLA, et Jemaah Islamiha (Dandurand, 2003). Ainsi, par exemple, en Irlande un groupe de Snakeheads (Têtes de Serpent) a été découvert, ayant des liens avec un groupe terroriste irlandais, l'UVF (Force Volontaire de l'Ulster) (Shelly, 2005). Au Népal, des insurgés Maoïstes exploitent l'ancien commerce de jeunes filles provenant de leur pays et qui sont portées aux bordels de l'Inde pour financer leurs activités. Ils sont aussi impliqués dans la contrebande et le trafic d'indigènes du Sri Lanka pour financer leurs activités (Shelly, 2005). De cette façon, la contrebande de personnes est devenue de nos jours une industrie illégale qui a augmenté de manière croissante au cours des dix dernières années, et qui déplace annuellement le chiffre scandaleux de 10.000 millions de dollars, selon le rapport offert par l'Organisation Mondiale pour les Migrations (OMI) (Shelly, 2005). Il est plus une enquête auprès de 38 pays, il est devenu manifeste qu'il existe un lien étroit entre le trafic et le terrorisme (Dandurand y Chin, 2004).

Le kidnapping et l'extorsion constituent d'autres mécanismes de base pour le financement d'actions terroristes des organisations armées. Les terroristes kidnappent des personnes pour réclamer une certaine quantité d'argent à leurs parents ou nation, faire chantage à leurs États ou aux entreprises auxquelles appartiennent les victimes et obtenir un certain type de bénéfice politique, ou bien produire un effet spécifique sur le public. Le kidnapping express est une modalité du kidnapping avec extorsion apparu

11. Un rapport du Centre National d'Intelligence (CNI), daté du 27 octobre 2003 et adressé au Gouvernement de José Maria Aznar, annonçait un possible attentat d'Al-Qaida en Espagne, et dans l'une de ses conclusions il décrivait les membres des cellules dormantes : " ; Ils sont financés avec le trafic de drogue et le vol de cartes de crédit", indiquait le chef qu'il l'a rédigé. « La police alerte sur le financement du terrorisme islamiste avec le trafic de haschisch », le 21 mai 2004, <http://www.belt.es/noticias/2004/mayo/21/alerta.htm>

12. Par exemple, il est prouvé que le groupe des Triges de Tamil est impliqué dans la contrebande et le trafic de d'indigènes du Sri Lanka pour financer ses activités. Dans : [http://www.seprelad.gov.py/lib\\_4.html](http://www.seprelad.gov.py/lib_4.html)

au Mexique à la fin des années quatre-vingt-dix. Bien que prémédité, il est effectué de manière aléatoire, en méconnaissant le sujet kidnappé. Il se caractérise par sa courte durée afin d'obtenir de la victime tout l'argent possible, soit de ses comptes bancaires soit de l'argent liquide que sa famille obtient dans le moindre espace de temps possible<sup>13</sup>. Il existe aussi ce qu'on appelle "kidnapping virtuel", qui peut se produire quand les groupes auront des problèmes pour mener à bien des kidnappings à long terme à cause d'une insuffisante infrastructure, logistique, etc. D'entre les groupes qui utilisent cette modalité, on peut signaler les FARC. En Colombie, en ce moment il y aura 1.000 kidnappés, étant celle-ci la deuxième source de financement des guérillas, après le trafic de drogues, en se transformant en toute une industrie financière pour ce groupe<sup>14</sup>. L'extorsion, par contre, consiste à obliger à une personne à payer une quantité d'argent ou à fournir une information, après avoir utilisé la violence, l'intimidation ou la menace. En Espagne il existe aussi un exemple clair de ce type de pratiques; la bande terroriste ETA a réussi à rassembler environ 2,5 millions d'euros annuels à travers l'extorsion de chefs d'entreprise<sup>15</sup>. Précisément la même chose arrive avec les impôts révolutionnaires, une autre source dans laquelle les groupes terroristes trouvent une façon d'augmenter leurs recettes. Il faut rappeler en ce sens là qu'en 2000 les FARC ont décrété que tout celui qui aurait une fortune supérieure à un million de dollars devrait payer l'impôt révolutionnaire, ou il risquerait de voir envahir ses terres ou kidnapper un membre de sa famille<sup>16</sup>. Des organisations indépendantes assurent qu'aujourd'hui les FARC maintiennent captifs environ 800 personnes<sup>17</sup>. Bien que l'affaire criminelle la plus lucrative soit encore aujourd'hui la production et la commercialisation de cocaïne.

Le pillage d'entreprises, banques, maisons, etc., constitue une autre source de financement des groupes terroristes. Par exemple, entre 1965 et 1985, ETA a effectué de nombreuses agressions aux entreprises et organismes bancaires pour obtenir des ressources, bien qu'ils aient abandonné postérieurement cette pratique pour entraîner des risques importants, même si les rendements étaient considérables (Buesa Blanco, 2007). D'autre part une récente recherche policière conjointe entre l'Espagne, la Suisse et la France a démonté une structure en Europe qui finançait au GSPC avec des fonds principalement obtenus de vols aux domiciles, et qui ont financé, au moins, deux attentats en Algérie et Mauritanie<sup>18</sup>. La contrebande de produits électroniques en Asie est une autre façon de financement. En accord avec Daniel Pearl, le journaliste du Wall Street kidnappé et assassiné par Jaish-I-Mohammed (l'armée de Mahoma) au Pakistan, Sony Corporation a utilisé un réseau de contrebande dans ce continent comme une partie de sa stratégie globale dans la région (Pearl, 2002). Par rapport aux nouvelles technologies, il existe un lien aussi entre les organisations terroristes et les mafias pirates, puisque selon un rapport du Groupe d'Action pour les Infractions contre la Propriété Intellectuelle d'Interpol, ces groupes (Hezbollah, groupes tchéchènes, Al-Qaida, etc.) étaient impliqués dans l'affaire de la falsification de manière directe, moyennant la production elle-même, la distribution et la vente de ces produits; bien qu'il ne soit pas toujours ainsi, ils sont souvent des sympathisants ou activistes qui s'insèrent dans l'affaire et leurs envoient des donations par le biais de tiers (Farré, 2005). Cette affaire a souligné l'attrait économique de ces activités frauduleuses, ce pourquoi l'Agence Fiscale Espagnole soutient que fabriquer et distribuer un kilo de copies musicales ou cinématographiques illégales est cinq fois plus rentable que vendre un kilo de hachisch (Farré, 2005). Mais la diversité dans le monde de la falsification ne finie pas là; beaucoup de groupes sont financés de façon générale avec la fraude de cartes de crédit. En ce sens là, le GIA et le GSPC ont

13. Par exemple, la bande terroriste ETA a recouru à ce type d'extorsion directe comme complément d'autres voies de financement. Entre les cinq cas qui se sont produits depuis 2007 il y avait trois chefs d'entreprise de Navarre (Buesa, 2007).

14. Dans: <<Revelan finanzas de las FARC>>, en BBC Mundo, 1 de febrero de 2005.

15. La Voz de Galicia (quotidien), 20/02/2008.

16. Dans: <<Revelan finanzas de las FARC>>, en BBC Mundo, 1 de febrero de 2005.

17. Op. cit.

18. Voir: [http://www.mires.es/DGRIS/Notas\\_Prensa/Guardia\\_Civil/2006/np060904.htm](http://www.mires.es/DGRIS/Notas_Prensa/Guardia_Civil/2006/np060904.htm)

été accusés d'utiliser régulièrement la falsification de cartes de crédit et de documentation comme mode de financement (Giménez-Salinas, 2007: 200). Al-Gammat al Islamiya, Al-Qaida et Hezbollah ont de même été impliqués dans la falsification et la contrebande de biens et monnaies (Giménez-Salinas, 2007: 200). Par conséquent, il s'est transformé en une importante source de financement, d'abord, parce qu'il s'avère très difficile de suivre les pistes de ces fonds, et deuxièmement, parce que les risques à assumer sont infimes, la marchandise étant vendue généralement par des immigrants qui n'entretiennent aucune relation avec l'organisation.

Dans la région de la Triple Frontière en Amérique Latine (l'Argentine, le Brésil et le Paraguay), des arabes liés à Hamas et Hezbollah dirigent une fortunée affaire de blanchiment d'argent provenant de la drogue, moyennant la contrebande de produits libres d'impôts en Amérique Centrale. La Triple Frontière est un secteur où il n'existe pas l'Empire de la Loi, et par conséquent, plein d'activités illicites qui offrent annuellement aux terroristes des sources potentielles de financement sont exercées, comme l'accès aux armes illégales et à la technologie avancée, avec dissimulation facile, et avec l'appui d'une population qui sympathisa avec la cause (Abbott, 2005). Celle-ci est la raison pour laquelle cette zone est devenu le centre de contrebande le plus actif de l'Amérique du Sud, étant aussi le centre commercial le plus important du monde par kilomètre carré après Hong Kong et Miami, et donc le lieu approprié pour que les organisations terroristes obtiennent des ressources économiques et matériels, puisqu'on calcule qu'une bonne partie des deux ou trois millions de dollars annuels qui déplacent le commerce et la contrebande arrive aux mains de Hezbollah (Abbott, 2005). Les États Unis estiment que 6 billions de dollars de fonds illégaux sont blanchis là-bas, une quantité d'argent égal au 50% du produit national brut officiel du Paraguay (Abbott, 2005). Cependant, les chefs arabes et musulmans dans le triple Frontière soutiennent que les membres de leur Communauté sont modérés et qu'ils ont vécu en harmonie avec le reste de la population pendant longtemps et qu'ils ont rejeté les avis extrémistes ainsi que le terrorisme.

La contrebande de tabac est autre forme de financement du terrorisme. Ce processus commence quand on fait une commande au producteur pour un volume de cigarettes, et une fois qu'elle sort du terrain de production ou du dépôt des douanes avec tous les documents (où on vérifie qu'ils sont destinés à des marchés licites), on la fait passer par une série de transactions écrites difficiles à suivre; le matériel change de mains plusieurs fois, ce qui rend impossible sa localisation. De là, que les contrebandiers ont généralement du succès dans ces pays où on tolère la contrebande, où il n'existe pas de main dure quant à l'observance des lois et où la corruption est généralisée. Mais, un exemple de comment l'argent des cigarettes arrive à la poche des terroristes a pu être vu aux Etats-Unis entre 1996 et 2000. Un groupe d'individus de Jizbolá a payé autour de huit millions de dollars en liquide lors de l'achat de cigarettes en Carolina du Nord, où l'impôt sur les cigarettes est de 5 centimes par paquet. Ils ont voyagé au Michigan, où l'impôt est de 75 centimes par paquet, pour vendre là les cigarettes. Le groupe a pu éviter le paiement de l'impôt dans l'État du Michigan, et remboursa la différence du prix entre les deux états<sup>19</sup>. Le profit prévu : 1,5 millions de dollars. Une partie a été envoyée à Jizbolá au Liban, en forme d'argent liquide ou de biens<sup>20</sup>.

Les diamants ont été aussi utilisés pour payer le terrorisme. Cette pierre est extraite de secteurs contrôlés par des forces ou des factions opposées aux gouvernements légitimement organisés et reconnus internationalement qui vendent les exploitations à des

19. Voir: <http://www.tabaquismo.freehosting.net/terror/TABACOTERROR.htm>

20. Op. cit.

compagnies minières. Mais la chaîne commence généralement avec le mineur particulier dans un certain coin des forêts du Congo, de l'Angola ou de Sierra Leone, qui vend sa pierre par 20 dollars dans l'agence locale; ensuite la pierre passe de main en main jusqu'à tomber dans celle d'un certain acheteur européen ou américain. La vente de diamants permet de financer l'achat d'armes pour maintenir vivants les conflits en Angola, Sierra Leone ou Libéria, mais aussi pour contribuer à la survivance de ces groupes. Grâce à cela, on calcule que, par exemple, Jonas Savimbi, dirigeant de l'UNITA en Angola, aura acheté des armes et des équipements militaires pour un montant supérieur aux 3.000 millions de dollars<sup>21</sup>. Les diamants constituent la principale source de recettes de l'UNITA, lui fournissant la capacité de réarmer et financer ses activités politiques et militaires, en plus de lui permettre de maintenir ses alliances et recevoir de l'aide provenant de l'extérieur<sup>22</sup>. Dans ce sens, il ya ceux qui soutiennent que Al-Qaïda utilise le marché noir de l'or et de pierres précieuses à recueillir des fonds pour leurs cellules, en se cachant de l'argent menacé de sanctions financières, le blanchiment du produit d'activités criminelles, ce qui rend les objets métalliques qui restent valeur et sont facilement transportables (Stemman Escobar, 2004). Toutefois, le rapport de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre que "n'existe aucune preuve que al-Qaïda a été financé avec le marché du diamant en Afrique noire" (Passas, 2004; Passas et Jones, 2006). Une autre chose est que vous avez eu des cas où des personnes associées avec des groupes terroristes ont effectué des opérations sur le marché des diamants et pierres précieuses, qui eux-mêmes ont démontré la preuve de leur.

## 5. Les modes de transfert de fonds utilisés par les groupes terroristes.

De nombreuses méthodes sont utilisées pour déplacer des fonds du terrorisme à travers de voies parallèles au système financier traditionnel. L'un des plus connus est le Hawala, bien qu'il n'y ait pas beaucoup de preuves de son utilisation pour le financement du terrorisme. Ce système présente plusieurs avantages en ce qui concerne le système financier traditionnel, par rapport au coût, l'anonymat, la moindre bureaucratie et la vitesse des transactions; une alternative efficace pour tant au système formel (Abbott, 2005: 202). Le hawala fait référence à un canal informel pour transférer des fonds d'un lieu à un autre moyennant des fournisseurs de services, appelés hawaladars. "La transaction initiale peut être une remise d'un client (CA) depuis le pays A, ou un paiement qui a son origine dans une certaine obligation précédente, à un autre client (CB) dans le pays B; un hawaladar du pays A (HA) reçoit les fonds de CA dans une monnaie, et à son tour, il donne à celui-ci un code en ce qui concerne l'authentification (El-Qorchi, 2002: 32). Il ordonne ensuite à son correspondant du pays B (HB) la livraison d'une somme équivalente dans la monnaie locale à un bénéficiaire désigné (CB), qui doit révéler le code pour recevoir les fonds (El-Qorchi, 2002: 32). La rémunération de HA peut être une commission ou le différentiel suite à l'échange monétaire. Une fois effectuée la remise, HA a un passif face à HB, et la liquidation de ses positions est effectuée par divers moyens de paiement, financiers ou de biens et services" (El-Qorchi, 2002: 32). C'est-à-dire, en étant effectué la transaction par l'opérateur hawala du pays A au hawala du pays B, on crée automatiquement une dette du premier envers le deuxième, qui sera compensé avec d'autres transactions qu'ils aient entre eux produites par d'autres affaires (Passas, 2007). Un exemple pratique: une personne, habituellement un immigrant, livre de l'argent à un hawaladar, mettons à Madrid, pour qu'il arrive à quelqu'un à Damas,

21. Dans: <http://www3.planalfa.es/cidaf/noticias/news73.htm>

22. Op. cit.

Calcutta ou Jakarta. Le récepteur est mis en contact avec un autre individu, avec lequel il a des relations commerciales ou de confiance personnelle, qui s'occupera de passer cette même quantité au destinataire. Peu importe qu'il soit dans la capitale du pays ou dans un village éloigné, parce que l'argent arrivera. En tout cas, selon les Nations Unies, ce type de transferts déplacent plus de 200.000 millions de dollars par an, dont environ 300 viennent de territoire espagnol<sup>23</sup>. En Espagne, la structure est composée d'une toile d'araignée de parlours téléphoniques, de boucheries, magasins d'alimentation et bazars interconnectés entre eux et coordonnés par une cellule centrale, qui livre une partie des bénéficiaires à Al-Qaida.

Le courrier personnel est une autre façon de transférer des fonds traditionnels. Les personnes recrutées par des groupes terroristes pour ces tâches ont souvent un profil bas, profitent de votre confiance et connaissent généralement leur sort et va utiliser l'argent des produits de base ou de transport. Le fait que ces courriers sont utilisés à la fois positifs et négatifs du point de vue du contrôle (Passas et Gimenez-Salinas, 2007: 507). D'une part, permettre le transport d'objets de valeur et des biens, sans une trace de l'autre, l'utilisation de ces méthodes exige un effort dans la planification, de communication et les stratégies de conception qui offre également des possibilités pour la police à détecter<sup>24</sup>.

D'autre part, selon les Nations Unies il y a 74 paradis fiscaux où est déposée une quatrième partie du PIB mondial, six billions de dollars (Caño, 2004). Ces paradis fiscaux sont des territoires où on paye moins d'impôts que, par exemple, à l'emplacement de résidence habituelle d'un investisseur et qu'il dispose d'une infrastructure à cet effet. Cependant, le rapport du Comité Ruding<sup>25</sup> a établi trois zones considérées de basse contribution : les paradis fiscaux, les territoires de fiscalité importante mais qui offrent des avantages à des affaires étrangères et des territoires avec des services développés. Toutes sont des zones où on obtient de divers avantages fiscaux principalement par rapport aux niveaux d'imposition. En tout cas, pour notre champ d'étude, le financement des groupes terroristes, celui qui nous intéresse le plus est le cas des paradis fiscaux, puisque selon l'économiste Loretta Napoleoni, le terrorisme déplace autour de 500.000 millions de dollars (Caño, 2004). Pour cela les groupes terroristes actuels obtiennent l'argent dans un pays, le transfèrent à un autre et agissent dans un pays tiers.

Ainsi, l'ensemble d'activités des paradis fiscaux s'est transformé en engrenage fondamental pour le capitalisme qui signifie le 20% de la richesse mondiale, parce qu'ils assurent l'impunité et le blanchiment d'argent provenant du crime organisé, le trafic de drogues, le terrorisme, le trafic d'armes, le trafic de personnes et la corruption en général (Hernández, 2005). De plus, beaucoup de multinationales utilisent les services des paradis fiscaux pour augmenter leurs bénéfices, puisque les impôts qui grèvent les opérations n'existent pas ou sont beaucoup plus faibles que dans les pays d'origine, en obtenant une économie qui peut représenter entre le 20% et le 25% (Hernández, 2005). Si nous considérons les dix premières multinationales du monde ceci peut représenter environ 150 milliards de dollars (Hernández, 2005). Par conséquent, c'est clair que l'argent de tout le monde provenant de fortunes privées, multinationales, entreprises et activités légales ou illégales trouvent de l'abri et une meilleure affaire dans des pays où on ne pose pas de questions et où des d'impôts ne sont pas établis ou à défaut ils sont beaucoup plus faibles. Pour aller encore plus loin, Internet a éliminé la nécessité de se déplacer aux paradis fiscaux pour effectuer les opérations, jusqu'à présent limitées pour les petits investisseurs par leur coût, en établissant une contribution d'impôts beaucoup

23. El País, 04-05-2007.

24. Final Report. National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, 2004: 27.

25. Commission des Communautés Européennes. (1991) Rapport du Comité de Réflexion des Experts Indépendants sur la Fiscalité des Entreprises. Publications officielles de la CE,

plus bénéfique et en ouvrant les portes, dans beaucoup de cas, à des pratiques illégales même pas pensées jusqu'à maintenant.

Les paradis fiscaux ont eu leur évolution historique dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, et son essor répond au développement industriel et économique des années de l'après-guerre ainsi qu'au processus de décolonisation de quelques puissances européennes (Arespachaga, 1996). De cette façon, et motivés par des circonstances très diverses, quelques territoires ont conçu des systèmes fiscaux capables d'attirer le capital étranger, en utilisant pour cela les structures juridiques et fiscales les plus variées (Van der Laet, 2000). Les raisons ont été très diverses, quelques territoires ont fondé leurs systèmes fiscaux sur la base du principe de territorialité, comme le Costa Rica, Hong Kong ou Panama; d'autres, toutefois, n'ont pas eu d'autres motifs que la concurrence fiscale, comme la Suisse ou les Îles de Man, par exemple. Cependant, tous les paradis fiscaux se caractérisent pour être: 1) Des systèmes fiscaux caractérisés par une baisse ou nulle fiscalité directe. Cette situation peut se manifester de manières très diverses dans chaque juridiction. Ainsi, entre autres, il existe des territoires dont les systèmes fiscaux ne grèvent pas les revenus ou bien ils offrent des exonérations pour éviter leur imposition, comme aux Bahamas ou à Monaco. D'autres territoires, voir le Costa Rica, Panama ou Hong Kong, établissent des systèmes fiscaux fondés sur la base du principe de territorialité; par conséquent tout revenu produit au-delà de ses frontières ne sera pas grevé. Il existe aussi des territoires qui établissent des avantages fiscaux moyennant des faibles types d'imposition pour certaines classes de sociétés qui effectuent des opérations par non résidents à l'extérieur (sociétés off-shore), comme la Suisse ou le Liechtenstein (Arespachaga, 1996); 2) Une législation du commerce et financière flexible, c'est-à-dire, le manque de contrôles et de rigidité de ses ordres juridiques. Cette situation permet de façon facile et rapide la création de sociétés, la constitution de banques, compagnies d'assurances et beaucoup d'autres formes juridiques que dans beaucoup d'ordres, comme l'Espagnol, ont des rigides conditions matérielles et formelles; 3) Une protection étendue du secret bancaire et commercial; 4) L'absence de contrôles d'échange, situation caractérisé par l'utilisation d'un double système de contrôles d'échange, l'un pour les résidents et l'autre pour les non résidents; 5) Ils ne souscrivent généralement pas de conventions internationales pour éviter la double imposition; 6) Stabilité politique, économique et sociale.

D'autre part, la distribution des paradis fiscaux n'est pas du tout aléatoire, et la majorité sont situés dans un grand cerceau qui entoure le monde depuis l'Amérique Centrale et le Caraïbe en passant par la Mer Méditerranée, le Moyen-Orient, et le sud et sud-ouest de l'Asie, c'est-à-dire, les principales voies maritimes du trafic et des stratégies mondiales. Ainsi, Hong Kong a été placé à la tête de la classification quant à l'importance des réservoirs bancaires étrangers (427.700 millions) repris par 500 banques étrangères (Vargas, 2008 : 163). Les Îles Caïman occupent la deuxième position avec des dépôts d'approximativement 388.600 millions de dollars dans 544 banques, 70 fonds financiers et 30.000 compagnies off-shore (Vargas, 2008 : 163). Le Luxembourg se place à la troisième position avec des réservoirs de 360.400 millions de dollars dans 221 banques et 1.800 fonds financiers (Vargas, 2008 : 163). La Suisse obtient la quatrième position avec des réservoirs de 330.200 millions de dollars dans 600 banques particulières, tant que le Singapour est en cinquième position, avec 119 succursales de banques internationales et 76 banques d'investissement; finalement les Bahamas occupent la sixième

position avec 172.000 millions dollars, 404 banques avec 180 succursales et 16.000 compagnies offshore, par exemple (Vargas, 2008 : 163).

Les transferts à travers des banques off-shore sont une autre des méthodes employées par les groupes terroristes pour déplacer leur argent. L'activité financière off-shore n'est pas autre chose que le service financier prêté par une banque ou d'autres agents à des non-résidents. Ce service inclut la médiation de prêts d'un non-résident à un autre non-résident. Des prêts à des corporations et d'autres institutions financières peuvent être aussi accordés, financé par des obligations correspondantes aux bureaux de la banque emprunteuse dans un lieu différent, ou aux participants du marché. Une autre possibilité est l'acceptation de réservoirs d'individus, ou investir les profits sur d'autres marchés financiers (Filippi, y Richard, 2006). Cependant, les banques off-shore peuvent mener à bien diverses transactions: prêts en devise étrangère, réservoirs, émission de securities, dérivés négociables pour des buts spéculatifs et de maniement de risque, et le maniement des actifs financiers des clients (Filippi, y Richard, 2006: 6). Normalement, les banques entourées dans cette affaire sont des banques internationales avec une haute réputation (assurance de réservoirs non disponible).

Même s'il paraît évident, les raisons de leur utilisation, peuvent être résumées: (1) impôts explicites plus faibles et conséquemment un profit beaucoup plus haut; (2) schémas régulateurs plus simples et prudents qui réduisent les impôts implicites; (3) formalités minimales pour l'incorporation; (4) l'existence de schémas légaux adéquats qui sauvegardent l'intégrité des relations principal-agent; (5) la proximité à des économies plus grandes, ou à des pays qui attirent les influences de capital; (6) la réputation des services spécialisés qu'ils offrent; (7) zéro contrôles des changements; (8) moyens pour sauvegarder les actifs de l'impact de litige, etc (Filippi, y Richard, 2006: 6). En outre, ce qu'on appelle "centres financiers off-shore" constituent, dans beaucoup de cas, des véritables paradis non seulement trésoriers mais aussi nouveaux, en provoquant de sérieux problèmes de supervision et d'obtention d'indices des transactions financières effectuées.

Également utiliser une autre méthode, le mineur banque a viré à la banque d'interprétation. Ainsi, passée inaperçue dans le montant d'argent qui est géré par jour dans le système financier, en particulier avant Septembre 11, où les contrôles ont été conçus pour prévenir le blanchiment d'argent et que vous recherchez pour les gros montants d'argent voulu entrer dans le système financier. Une autre raison pour laquelle ces opérations ne sont pas faciles à détecter, c'est que, généralement, les membres de la cellule ont une activité légale qui leur permet de faire ces mouvements de capitaux sans éveiller les soupçons. Puisque les mouvements de capitaux par des terroristes ne sont pas différentes de celle d'un citoyen normal, il est très difficile à détecter les opérations à financer les activités de soutien ou soutiennent les terroristes.

Mais il existe d'autres méthodes informelles de transferts de fonds, comme par exemple, les paiements en espèces ou les cadeaux par Internet, les lettres de paiement à l'avance, la déviation de fonds à travers le marché d'exportation et importation, les paiements électroniques, la manipulation de factures, les comptes par correspondant, l'utilisation illicite de cartes de crédit ou de débit (Passas, 2006), le phishing, les assurances-vie, le transfert par "stroumpfage"<sup>26</sup>, etc. Il peut aussi en avoir des mouvements significatifs d'argent dans des zones sans à peine contrôle de frontières et où la corruption de la

26. Une multitude de petits contrebandiers de frontières achètent dans les banques des chèques de voyage ou de devises. Aux Etats-Unis, toute personne peut retirer jusqu'à 10.000 dollars en liquide. Une fois à l'étranger, les contrebandiers stockent l'effectif ou les chèques de voyage dans un compte bancaire légal. En 1993 à New York, le FBI, intrigué par un flux anormal d'envois depuis le bureau local de la poste, a ordonné une recherche. La découverte a été impressionnante : les affiches colombiennes, en faisant appel des "fourmis", ont fait pendant presque une année des transferts à des comptes situés au Panama pour un montant global quotidien de l'ordre de 100.000 dollars effectué à travers de petits envois dont la valeur pour chaque opération ne dépassait pas de 1.000 dollars.

Depuis le Panama les fonds repris étaient renvoyés à une succursale bancaire de Hong Kong. L'opération a permis le blanchiment de 198 millions de dollars en moins d'un an. La distribution des fonds entre les différents mafiosos bénéficiaires se faisait grâce aux signes distinctifs enregistrés dans le dos du virement postal qui permettaient la localisation de chaque envoi et de leur appartenance. Dans : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?lg=es&reference=3407>

police douanière et la gendarmerie est majeure (Shelly, 2005), ou dans les casinos qui sont utilisés pour déplacer de l'argent en donnant un halo de légitimité aux fonds terroristes, ou dans l'achat de prix, billets de loterie, bijoux et d'or, ou dans l'acquisition de devises.

## 6. Quelles mesures sont mises en pratique pour prévoir et bloquer les possibles voies de financement des groupes terroristes ?

D'entre les diverses mesures adoptées après les attentats du 11 Septembre pour éviter dans la mesure du possible le financement des groupes terroristes, il convient de souligner les suivantes :

- Plus de 166 pays ont ordonné la congélation d'au moins 121 millions de dollars en biens ayant un rapport avec des terroristes. Presque tous les pays du monde ont présenté aux Nations Unies des rapports sur les mesures qu'ils ont adoptées pour remplir les réquisitions de la Résolution 1373 du Conseil de Sécurité des Nations Unies<sup>27</sup>, qui inclut les obligations de congeler les biens des terroristes et interdire à toute personne dans chaque pays de fournir de l'aide financière ou une autre assistance matérielle aux terroristes ou ses souteneurs<sup>28</sup>, Résolution 1390 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 16 Janvier 2002, cette résolution tient le moyen de résolution publié en 1373, et exige également que les États «geler sans retard les fonds », et Résolution du Conseil de sécurité 1456 de l'ONU du 20 Janvier 2003, cette résolution, dans la mesure nécessaire, prévoit : «Les États doivent traduire en justice ceux qui financent, organisent, appuient ou commettent des actes terroristes ou de fournir un refuge sûr en vertu du droit international et en particulier sur le principe extraditer ou poursuivre ». Pour cette raison, ils congèlent sans retard les fonds et d'autres actifs financiers ou ressources économiques des personnes qu'ils commettent, ou ils essayent de commettre des actes de terrorisme, ou qui en prennent parti ou facilitent leur commission; des organismes de propriété ou sous le contrôle direct ou indirect de ces personnes, et des personnes ou organismes qui agissent au nom des premiers ou sous leurs ordres, y compris les fonds obtenus ou dérivés des biens de propriété ou sous le contrôle direct ou indirect de ces personnes et des personnes et organismes associés de cette façon. Soit ils dénie un refuge à ceux qu'ils financent, planifient ou commettent des actes de terrorisme, soit ils prêtent de l'appui à ces actes, ou leurs fournissent des refuges.

- Après les attentats de Septembre 11, 2001, la lutte contre le terrorisme est devenue un véritable défi mondial et l'un des principaux objectifs de l'Union européenne. Règlement n° 2580/2001 du 27 Décembre 2001, représente une mesure complémentaire des procédures administratives et judiciaires relatives aux organisations terroristes dans l'Union européenne (UE) et les pays de l'UE. Il vise à prévenir et à interdire le financement des actes terroristes, à savoir, actes prémédités qui peuvent causer des dommages par sa nature ou son contexte d'un état dont le but est gravement intimider une population, de déstabiliser le pays, les attaques etc. Après Madrid en Mars 2004, l'Union européenne a intensifié sa lutte contre le terrorisme sous tous ses aspects, y compris le financement d'attentats terroristes et des réseaux. Ainsi, la Commission a cherché à empêcher le financement des groupes terroristes à travers la création de trois actions: augmentation de l'échange d'informations, améliorer la transparence des entités juridiques et d'améliorer la traçabilité des transactions financières. En outre, l'UE étant inclus dans de nombreux accords avec les pays tiers clauses de lutte contre le terrorisme. Sans oublier, que l'UE fournit une assistance technique aux pays tiers sans les

27. Cette décision a été rendue en 2001 après l'attaque contre les Twin Towers à New York, la résolution demande aux États de: 1. Criminaliser la mise à disposition par tout moyen, des fonds pour perpétrer des actes terroristes; 2. Geler les avoirs des personnes ou entités participant ou de faciliter les actes de terrorisme; y3. Interdire toutes les personnes dans leurs territoires par des fonds faisant, avoirs financiers ou ressources économiques ou services financiers ou services connexes offerts aux personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes terroristes ou de faciliter ou de participer à la commission, etc. Resolución 1373 de Naciones Unidas.

28. Département d'État des États Unis (2003) *Informe sobre el Tendencias del Terrorismo Mundial. Résumé.*

ressources nécessaires pour appliquer rigoureusement résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies en matière de terrorisme, particulier la résolution 1373 du Conseil de sécurité. Le renforcement des capacités et la police judiciaire, sécurité des frontières et la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent sont parmi les domaines où l'UE pourrait aider d'autres pays grâce à des programmes spécifiques.

Aussi, l'Union Européenne et les États Unis collaborent étroitement pour assurer que tout individu ou groupe terroriste désigné comme tel par l'une des parties soit ainsi désigné aussi par l'autre. Ainsi, par exemple, la Commission au Conseil et au Parlement Européen, du 20 octobre 2004, sur la prévention et la lutte contre le financement du terrorisme à travers des mesures pour améliorer l'échange d'information, augmenter la transparence et améliorer la traçabilité des transactions financières; le Conseil des Ministres d'Économie et Finances de l'Union Européenne a décidé de sa part d'intensifier l'activité contre les réseaux de financement des groupes terroristes et d'effectuer une évaluation régulière de l'application réelle et de l'efficacité de la législation européenne en la matière.

- Comme d'autres organisations internationales, l'OSCE a développé sa politique de lutte contre le terrorisme. En tant qu'organisation pan-européen a adopté son propre plan d'action pour combattre le terrorisme à Bucarest sur Décembre 4, 2001, qui comprend des mesures à mettre en œuvre les court et moyen terme. Elle vise à établir le cadre général des actions à prendre par les États membres et l'Organisation tout entière pour combattre le terrorisme tout en respectant le droit international. Les plans visant à étendre les activités qui contribuent à la lutte contre le terrorisme, de faciliter l'interaction entre les États et d'identifier les nouveaux instruments d'action. En outre, il a créé des unités spéciales de lutte contre le terrorisme comme l'Unité d'action contre le terrorisme (ATU), la lutte contre le terrorisme Network (CTN), etc. En outre, la façon de contrer la menace terroriste est décrit dans le document «Stratégie pour lutter contre les menaces à la sécurité et la stabilité au XXIe siècle», qui consacre un chapitre au terrorisme. Selon lui, les activités anti-terroristes de l'OSCE se concentreront sur la gestion des frontières et la sécurité, la police, les flux financiers, avec une attention particulière mesure de lutte contre le terrorisme. En outre, comme l'ONU, l'OSCE appelle à une action préventive plus de mesures coercitives. Mais l'OCDE a créé le Financial Action Task Force pour analyser le financement des groupes terroristes. L'Interpol a aussi mis en marche un groupe de travail consacré au blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qu'inclut un groupe de travail spécifique sur les systèmes alternatifs de remises d'immigrants

- L'OTAN n'a pas adopté un Concept militaire (MC472) au Sommet de Prague en Novembre 2002. Il reconnaît que la responsabilité première dans la lutte contre le terrorisme incombe aux États membres, avec les objectifs de l'OTAN pour aider ces États à la dissuasion, la défense, la résiliation et la protection contre les menaces terroristes provenant de l'étranger », comme et, si nécessaire. « A cet effet, comprend quatre activités, lutte contre le terrorisme, la gestion des conséquences, lutte contre le terrorisme et la coopération militaire. En outre, le communiqué du Sommet d'Istanbul en Juin 2004, comprend la détermination de l'OTAN pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes, conformément aux normes et principes internationaux de l'ONU- En bref, la doctrine de l'OTAN et a des plans précis et des structures concrètes pour lutter contre le terrorisme. À l'heure actuelle il ya un courant de changement au sein de ce que cherchent à adapter leurs structures pour les rendre plus opérationnels. Parmi d'autres ont mentionné la création éventuelle d'un sous-secrétaire qu'il traiterait

spécifiquement de la coordination de tous les efforts pour combattre le terrorisme et la création d'un centre de recherche contre le terrorisme.

- Le Groupe d'Action Financière Internationale (GAFI) suite à une réunion célébrée à Washington DC à la fin d'octobre 2001 a étendu le cadre d'activité de l'Organisation Internationale mentionnée -qui jusqu'à ce moment s'était consacrée presque exclusivement à des questions en rapport avec le blanchiment de capitaux-, en passant depuis ce moment-là aussi à s'occuper de la lutte pour éliminer le financement du terrorisme. Le GAFI, dont le code et l'instrument de base de comportement avait été constitué jusqu'à ce moment par les dénommées "40 recommandations pour prévoir le blanchiment de capitaux", a complété les recommandations mentionnées avec les "8 recommandations spéciales pour combattre le financement du terrorisme". Également de noter que les pays sont invités à participer à un exercice d'auto-évaluation sur la mise en œuvre de ces recommandations. Tous les pays doivent prendre des mesures immédiates pour ratifier et appliquer pleinement la Convention Internationale des Nations Unies de 1999<sup>29</sup> pour la répression du financement du terrorisme. Les pays devraient également mettre en œuvre immédiatement les résolutions des Nations Unies relatives à la prévention et la répression du financement des actes terroristes, en particulier la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

- Les pays du G8 se sont engagés à prendre une gamme de mesures en visant à saisir les biens des terroristes. Le groupe de Coopération Économique de l'Asie et le Pacifique (APEC), a adopté un ambitieux plan d'action financière antiterroriste. Les États-Unis ont rejoint le Kirghizie, l'Afghanistan et la Chine en incluant le Mouvement Islamique du Turkestan Oriental dans la liste de l'ONU d'organisations affiliées à Al-Qaida (Shelly, 2005).

- Aux États-Unis, le Centre de Vigilance de Biens des Terroristes Étrangers, l'Opération Green Quest et le Groupe Spécial de Financement de Terroristes facilitent l'échange d'information entre les agences d'intelligence et d'application de la loi et aident à d'autres pays à améliorer leur système juridique et régulateur pour qu'ils puissent identifier, déranger et mettre en échec plus efficacement les réseaux financiers des terroristes (Shelly, 2005).

- Les États-Unis ont imposé aux pays qui parrainent à plusieurs reprises aux terroristes les sanctions suivantes: a) Interdiction d'exportations et ventes ayant rapport avec des armes; b) Contrôle des exportations d'articles de double utilisation; c) Interdiction d'assistance sanitaire; d) Imposition de plusieurs restrictions financières; etc.

- En Amérique Latine la mesure la plus excellente a été la création de la Convention Interaméricaine contre le Terrorisme, le 3 juin 2002. L'objet et les fins de la Convention sont prévisiblement de sanctionner et éliminer le terrorisme. Et pour cela les États parties s'engagent à adopter une série de mesures spécifiques et à fortifier la coopération entre eux.

- En Espagne, la loi sur la prévention et le blocage du financement du terrorisme (loi 12/2003 du 21 mai, publiée au Journal officiel le 22 mai 2003). Cette règle a créé un organisme appelé «Commission de surveillance des activités de financement du terrorisme,» qui est crédité d'accord POSTETAN blocage des comptes bancaires, ainsi la configuration d'une nouvelle procédure administrative, complétant les règles existantes en ce qui concerne le blanchiment d'argent

29. Conformément à l'article 2 de la Convention: «Commet une infraction au sens de la présente Convention si cette personne par tout moyen, directement ou indirectement, illicitement et délibérément, fournit ou réunit des fonds dans l'intention d'être utilisés, ou en sachant qu'ils seront utilisés, en tout ou en partie, à commettre: b) Tout autre acte destiné à causer la mort ou des blessures graves à un civil ou toute autre personne ne prenant pas directement part aux hostilités dans un conflit armé ...

## 7. Conclusion.

Tout cela parce qu'ils croient que cela permettra de réduire l'incidence et la gravité des actes terroristes (Passas, 2003a), et a rejeté les moyens de Voyage, de communiquer, de se procurer l'équipement et la conduite des attaques, forcé de changer de stratégie et modus operandi des terroristes, etc. Par conséquent, il augmente leurs chances de détection des militants, en même temps promouvoir l'intelligence appliquée à l'amélioration du secteur financier, qui peut être très utile à d'autres problèmes comme la lutte contre le crime organisé et le blanchiment d'argent. Toutefois, il convient de noter, en particulier dans le premier cas, qui ont pris des mesures dans ce sens ont été plus le résultat d'une politique d'urgence et la nécessité de mesures urgentes comme le produit d'une analyse rigoureuse de la réalité et le phénomène auquel nous sommes confrontés.

Ainsi, les mesures de contrôle doivent être combinées avec des mesures pour aider à mieux comprendre les raisons pour lesquelles ces groupes font campagne, ce que, culturel, social et psychologique de générer la cohésion des groupes, quels facteurs augmentent leur radicalisation, etc. Ces questions sont souvent à l'origine du problème et de sa gestion peut être la seule solution pour elle. C'est alors seulement être en mesure de réduire ses activités de surveillance et concevoir des mesures pour réduire le nombre de membres et sympathisants. Les mesures de contrôle ne sont pas fondées sur une compréhension approfondie de ces questions ne seront pas seulement inefficace, mais contre-productif pour nos intérêts. Les actions de contrôle financier ont été axées sur la recherche de grandes quantités d'argent et les principales sources de financement sur la scène internationale. Collaboration avec des entités privées pour promouvoir l'intégration de la communauté musulmane, l'approfondissement de la relation entre les réseaux du crime organisé et le terrorisme sont des indices afin de continuer à surveiller ces mouvements. Collaboration avec le secteur privé afin de détecter les transactions irrégulières est un élément clé pour être encouragée et promue. Cependant, il ya un secteur qui est encore largement contrôlé le commerce qui, où il ya de nombreuses irrégularités et des mesures de contrôle ne sont pas strictement appliquées. En outre, vous devez commencer à établir des programmes de coopération au développement dans les régions où le terrorisme se cache parmi la population civile. Cette collaboration sera essentielle pour lutter contre le terrorisme, mais si vous vivez toujours dans des conditions précaires difficile de collaborer avec une entité étrangère qui est dédié uniquement à envahir leur territoire afin de mettre fin au conflit.

Par conséquent, nous devons continuer à faire des efforts pour rechercher de nouvelles stratégies qui nous permettent de contrôler et de prévenir le financement des groupes terroristes. Alors, ils mettent en place de nouveaux contrôles pour identifier la source et la destination des fonds, des groupes de travail pour enquêter sur le financement du terrorisme, a promu la coopération internationale entre les pays ont adopté de nouvelles règles de criminaliser le financement du terrorisme, et a exercé des pressions pour accroître la transparence dans le secteur financier et d'identifier les suspects opérations, etc

## Bibliografía.

- Abbott, P. K. (2005) “Amenaza terrorista en el área de la Triple Frontera: ¿Mito o realidad?”, *Military Review*, janvier-février, pp. 18-23.
- Alcaide Fernández, J. (2001) “La «guerra contra el terrorismo»: ¿una «OPA hostil» al Derecho de la comunidad internacional?”, *Revista Española de Derecho Internacional*, vol. 53, nº 1,, pp. 289-302.
- Álvarez Pastor, D y Eguidazu Palacios, F. (2006) *Manual de prevención del blanqueo de capitales*. Barcelona, Marcial Pons.
- Arespaochaga, J. (1996) *Planificación Fiscal Internacional*. Madrid, Editorial Marcial Pons.
- Arístegui et San Román, G. (2002) “El nuevo terrorismo”, en *Cuenta y Razón del pensamiento actual*, nº 126, pp. 29/44.
- Buesa Blanco, M. (2007) “Consecuencias económicas del terrorismo nacionalista en el País Vasco”, *Textos de economía, paz y seguridad*, octubre.
- Buesa Blanco, M; Baumert, T; Valiño, A; Heijs, J y González Gómez, J. (2007) ¿Puede servir los atentados como fuente de financiación del terrorismo?, en *La Ilustración Liberal*, nº 31, printemps.
- Campón Domínguez, J. A. (2004): “El Blanqueo de capitales y la financiación del terrorismo como amenazas de la seguridad” *Cuadernos de la Guardia Civil*, n.o. 24, pp. 13-24.
- Campón Rodríguez, J. A. (2004) “El blanqueo de capitales y la financiación del terrorismo como amenazas a la seguridad”, en *Cuadernos de la Guardia Civil: Revista de Seguridad Pública*, nº 30, pp.199-144.
- Caño, X. (2004) “Paraísos fiscales, pobreza y terrorismo”, *Rebelión*, 11 mai.
- Cardero, N. (2005) “El poder de la marca Al Qaida”, en *La Clave*, nº 26, 1 de septiembre, pp. 6-11.
- Cooley, J. (2000) *Unholy Wars*. London, Pluto Press.
- Danburand, Y., y Chin, V. (2004) “Links between Terrorism and Other Forms of Crime”, en *Report to Foreign Affairs Canada and The United Nations Office on Drugs and Crime*. Vancouver.
- De la Corte. (2006) *La lógica del terrorismo*. Madrid, Alianza.
- El-Qorchi, M. (2002) “Hawala.¿Cómo funciona este sistema de transferencia informal de fondos? ¿Debe ser regulado?”, en *Finanzas y Desarrollo*, décembre, pp. 31/33.
- Escobar Stemman, J. J. (2004) “Cómo luchar contra al Qaida”, en *Política Exterior*. Vol. XVIII, n.o 99, pp. 17-24.
- Escribano Úbeda-Portugués, J. (2008) “Sobre la financiación del terrorismo”, en Hinojosa Martínez, L. M. (ed.) *La financiación del Terrorismo y las Naciones Unidas*. Madrid, Tecnos.
- Farré, P. (2005) “Mafias y Piratería Cultural”, *Foreign Policy*, janvier.

- Filippi, L y Richard, E. H. (2006) *Actividad bancaria ilícita “offshore” y procedencia de aplicación de la normativa societaria*. III Congrés argentín-espagnol de Droit du Commerce. Académie Nationale de Droit et de Sciences Sociales de Cordoue.
- Giménez-Salinas Framis, A. (2007) “Las finanzas del terrorismo de Al-Qaeda: Una lucha desenfocada”, en *Athena Intelligence Journal*, vol. 2, nº 22, pp. 195/212.
- Griset, Pamala L & Mahan, Sue. (2003) *Terrorism in perspective*. Thousand Oaks, SAGE Publications.
- Harclerode, Peter. (2001) *Fighting dirty*. London, Casell.
- Hernández Álvarez, P. (2005) *Financiación del Terrorismo*. I Recontre International de l'Économie et de la Paix, 11-15 décembre.
- Hoffman, B. (2001) “Terrorism and counterterrorism after september 11 th”, *US Foreign Policy Agenda*, vol 6 nº 3. Noviembre.
- Huerta, P. P. (2005) “La prevención del blanqueo de capitales y de la financiación del terrorismo”, en *Estrategia Financiera*, nº 213, pp. 34-45.
- Jaime Jiménez, O. (2002) *Policía, Terrorismo y Cambio Político en España, 1976-1996*. Valencia, Tirant lo Blanch, Universidad de Burgos.
- Laqueur, Walter. (2003) *Una Historia del Terrorismo*. Barcelona, Paidós.
- Lee, R. (2002) *Terrorist financing: The US and International Response*. Washington, DC, Congressional Research Service.
- Luna Vasco, A. (2009) “Visión y nueva praxis de la financiación de la delincuencia organizada”, en *International e-journal of criminal sciences*, artículo 5, nº 3, pp. 2-30.
- Makarenko, T. (2003) “Europe adapts to New Terrorist Threats”, *Jane 's Intelligence Review*. Agosto.
- Martín, A. (2001) *The conspirators*. National Liberty Press.
- Martínez Hinojosa, L. M. (2008) *La financiación del terrorismo y las Naciones Unidas*. Madrid, Universidad Anaya.
- Minolli, Cristina Beatriz (2000) *Terrorismo y Supervivencia*. Paper de Magister en Dirección de Empresas, UCEMA. En: <http://www.ucema.edu.ar/~cpcbm/Investigacion/Terrorismo/Terrorismo.pdf>
- Rueda, Laura y Román, Román. (2007) “El negocio de la muerte”, *Diario Directo*, de 28 de mayo.
- Napoleoni, L. (2004) *Yihad. Cómo se financia el terrorismo en la nueva economía*. Barcelona, Urano.
- Naylor, R. T. (2002) *Wages of crime: Blacks, markets, illegal finance and the underground economy*. Ithaca and London, Cornell University Press.
- Naylor, R. T. (2006) *Satanic Purses: Money, Myth, and Misinformation in the War on Terror*. Montreal and Kingston, McGill-Queen University Press.
- Neuman, G.L. (2004) “Comment, Counter-terrorist Operations and the Rule of Law”, *European Journal of International Law*, vol. 15, pp. 1019–1029.

- ONU (1999) *Convenio Internacional para la Represión de la Financiación del Terrorismo de la Organización de las Naciones Unidas*. ONU.
- ONU (2001) *La Resolución 1373 del Consejo de Seguridad de la ONU*, del 28 de setiembre. ONU.
- ONU (2002) *La Declaración y Convención Interamericana Contra el Terrorismo*. ONU.
- ONU (2002) *La Resolución 1390 del Consejo de Seguridad de la ONU del 16 de enero del 2002*. ONU.
- ONU (2003) *La Resolución 1455 del Consejo de Seguridad de la ONU del 17 de enero*. ONU.
- ONU (2003) *La Resolución 1456 del Consejo de Seguridad de la ONU del 20 de enero*. ONU
- Palicio, I. (2010) “El intercambio internacional de información financiera y la lucha contra la financiación del terrorismo: el acuerdo UE\_EEUU sobre Swift”, en *ARI* 49.
- Passas, N y Giménez-Salinas Framis, A. (2007) “La financiación del terrorismo de Al Qida: Mitos y Realidades”, *Revista de Derecho Penal y Criminología*, nº 19, pp. 493-521.
- Passas, N. (2003a). “Financial Controls of Terrorism and Informal Value Transfer Methods”, en Van de Brunt, H., Siegel, D. y Zaitch, D. (Ed.): *Transnational Organized Crime. Current Developments*. Dordrecht: Kluwer.
- Passas, N. (2003b) “Hawala and Other Value Transfer Systems: How to Regulate Them?”, en *Risk Management*. Vol: 5, n.o 2. pp. 49-59.
- Passas, N. (2004) *The Trade in Diamonds: Vulnerabilities for Financial Crime and Terrorist Finance*. Vienna (Virginia), FinCEN, US Treasury Department.
- Passas, N. (2006) “Demystifying Hawala: A look into its social organization and mechanics”, *Journal of Scandinavian Studies Criminology and Crime Prevention*, vol. 7, pp. 46/63.
- Passas, N. (2007) “Terrorism Financing mechanisms and policy dilemmas”, en Trinkunas, G y Giraldo, J. *The political economy of terrorism financing and state responses: A comparative perspective*. Stanford, Stanford University Press.
- Passas, N. 2007). “Terrorism Financing Mechanisms and Policy Dilemmas”, en Trinkunas, G y Giraldo, J. *The Political Economy of Terrorism Financing and State Responses: A Comparative Perspective*. Stanford, Stanford University Press.
- Passas, N. y Giménez-Salinas Framis, A. (2007) “La financiación del terrorismo de Al Qaeda: Mitos y Realidades”, en *Revista de Derecho Penal y Criminología*, nº 19, pp. 493-521.
- Passas, N., y Jones, K. (2006) “The Trade in Commodities and Terrorist Financing: Focus on Diamonds”, en *European Journal of Criminal Policy and Research*. Vol. 12. (disponible en: <http://dx.doi.org/10.1007/s10610-006-9006-3>), pp. 1-33.
- Pearl, D y Stecklow, S. (2002) “Taliban Banned TV but Collected Profits on Smuggled Sonys”, *Wall Street Journal*, 9 janvier.

- Ramon Chornet, C. (2001) “La lucha contra el terrorismo internacional después del 11 de septiembre de 2001”, *Revista Española de Derecho Internacional*, vol. 53, nº 1, pp. 273-288.
- Ramon Chornet, C. (2004) “La cooperación antiterrorista en la Unión Europea (UE): del 11-S a la Constitución europea”, en *Tiempo de Paz*, nº 75, invierno pp.46-56.
- Reinares, F. (1998) *Terrorismo y Antiterrorismo*. Barcelona, Ed. Paidós Estado y Sociedad.
- Reisman, G. (2001) “OPEP, fuente de financiamiento del terrorismo”, *Analítica.com*: <http://www.analitica.com/va/economia/opinion/7492887.asp>
- Romera Robles, M. (2004) “Aspectos económicos y financieros del 11 de Septiembre”, *Estrategia Global*, nº 3, abril-mayo, pp. 46-51.
- Salto Van der Laet, D. (2000) “Los paraísos fiscales como escenarios de elusión fiscal internacional y las medidas anti-paraíso en la legislación española”, *Crónica Tributaria*, nº 93, pp. 49-88.
- Sánchez Medero, G. (2008) “Ciberterrorismo. La guerra del S. XXI”, *El Viejo Topo*, nº 242, pp. 14/23.
- Schmid, Alex P. (1983) *Political Terrorism: A Research Guide to Concepts, Theories, Data Bases and Literature*. New Brunswick, Transaction Press.
- Shelly, L. (2005) “El financiamiento del terrorismo”, *Revista Análisis Jurídico*, automne, pp. 1/11.
- Sterling, Claire (1981) *The Terror Network, The Secret War of International Terrorism*. London, Weidenfeld and Nicolson.
- Stockwell, J. (1979) *In search of enemies: A CIA story*. W. W. Norton, New York.

**Gema Sanchez Medero:** Doctorat en sciences politiques de l'Université Complutense de Madrid. Professeur de Sciences Politiques et Administration de l'Université Complutense de Madrid. Professeur de l'Institut National d'Administration Publique. Professeur invité de l'Institut des hautes études de défense du Venezuela. Assistant à l'Université Carlos III de Madrid. Professeur de diverses Maîtres. Il a publié divers articles, notamment: « Contre l'Empire (Guerre Asymétrique et Total War) », « 21st Century de deux nouveaux challenges: Cyberwar et Cyberterrorisme », « Cyberterrorisme: La guerre en siècle XXI », etc, participent également à divers projets de recherche, certains d'entre eux dans le cadre du programme de I+D régionaux et nationaux. Courrier électronique: medero2000@yahoo.es